

2013 : l'année Glass-Steagall

2013 sera l'année des grands changements, des changements historiques qui auront un énorme impact sur la civilisation. Cependant, il reste encore à décider si ces changements seront bénéfiques ou catastrophiques pour toute l'espèce humaine.

Au moment où nous nous parlons, nous assistons à l'effondrement du système impériale britannique, avec ses diverses banques et institutions financières qui n'en finissent plus de tomber, aux états-unis comme en europe. Ces intérêts financiers ont réussi à passer leur fardeau toxique spéculatif, équivalent à environ un million de milliards de dollars, à des gouvernements moralement corrompus, qui ont perdu toute intention de défendre l'intérêt général des peuples, et ont succombé au culte impérial de l'argent, ce culte qui considère le profit monétaire comme seule source de richesse. Le peuple lui, devient secondaire, et on lui impose une politique fasciste de coupures budgétaires, anéantissant les salaires, les pensions, les soins de santé, l'éducation. La seule chose qui croit dans ce système, c'est l'endettement, la pauvreté, le taux de suicide, et finalement la dépopulation.

De plus, ce même Empire en déroute tente comme dernier geste de mettre un terme à la civilisation telle que nous la connaissons, en créant les conditions pour un conflit mondial nucléaire. Il est maintenant reconnu dans le milieu militaire que la propagande pour lancer une attaque contre l'Iran ou la Syrie, aurait tôt fait d'aspirer les autres joueurs régionaux comme la Russie et la Chine, dans un conflit sans vainqueur avec les États-Unis de la marionnette britannique Barack Obama. Obama a pour principal conseiller pour le proche-orient le chien de garde par excellence de l'empire britannique, Tony Blair, principale créateur de la guerre d'irak de 2003, et qui appelait tout récemment lors d'une entrevue donnée le 3 février dernier à la BBC à une guerre qui durerait une génération entière contre Al-Qaeda et autres groupes jihadistes.

La question qui se pose maintenant est de savoir si, comme le disait le poète Allemand Friedrich Schiller au 18e siècle, un grand moment de l'histoire rencontrera-t-il un petit peuple? Nous au Comité pour la République du Canada, savons que s'il le décide, l'être humain peut mettre fin à toute crise, et créer les fondements pour une renaissance qui transformera la crise actuelle en un vieux et mauvais souvenir. C'est pourquoi, afin de mettre en faillite complète le système financier britannique, et permettre aux nations de reprendre le contrôle de leur avenir, l'année 2013 doit être l'année Glass-Steagall.

C'est en 1933, que le Président américain Franklin Roosevelt, signa la loi Glass-Steagall, créant ainsi une séparation (un pare-feu) entre les activités bancaires commerciales, et celles d'investissement, permettant de protéger l'économie physique réelle d'un système impérial monétaire en effondrement, à la suite du krash de 1929. D'autres pays par la suite adoptèrent des réformes similaires, dont la France et le Canada ou la division, surnommée « les 4 piliers », séparaient les activités de dépôt Commercial, d'investissement, les Trusts et les compagnies d'assurances. C'est durant les années 80 que débuta une vaste campagne, menée par l'Angleterre de Margaret Thatcher, pour une libéralisation du système financier, une campagne qui permit, dès 1987, la fusion graduelle des piliers du système bancaire canadien, l'annulation en 1999 du Glass-Steagall américain, et la City de Londres redevint le centre de la finance mondiale. Ajoutez à cela une politique de libre-échange et de désindustrialisation, et vous avez le parfait mélange pour un effondrement continu de l'économie physique mondiale.

La Réinstauration du principe Glass-Steagall, est l'indispensable première étape vers une reprise économique mondiale. Cela permettra d'enrayer l'hyperinflation créée par les renflouements bancaires, libérer les gouvernements de la responsabilité de rembourser des actifs toxiques, et forcer une définitive séparation entre les activités commerciales bancaires et celles d'investissement. Il deviendra de plus possible de mettre un terme au blanchiment des centaines de milliards de dollars en provenance des cartels de la drogue, de la Colombie jusqu'en Afghanistan.

Le mouvement international de Lyndon LaRouche fait campagne déjà depuis 2008, pour Glass-Steagall, et aujourd'hui plusieurs cercles patriotiques dans plusieurs nations se battent afin d'introduire une législation de ce type :

Aux États-unis En 2012, plusieurs centaines d'institutions populaires, ainsi que 85 membres du congrès ont appuyé la proposition HR1489, de la députée démocrate de l'Ohio Marcy Kaptur demandant l'abrogation de la loi Gramm-Leach-Bliley, qui mit un terme à la loi Glass-Steagall en 1999, et de réinstaurer une séparation entre les activités bancaires commerciales et celles d'investissement, selon les provisions émises par le Glass-Steagall Act de 1933. Bloquée par Obama lui-même, cette proposition de loi a été redéposée le 3 janvier devant le nouveau Congrès, sous le nom de HR 129, par Kaptur et le député républicain de Caroline du Nord Walter B. Jones. La proposition a été transmise à la commission des Finances de la Chambre.

Le Comité d'action politique de Lyndon LaRouche porte actuellement le débat au niveau des responsables locaux (États, municipalités, syndicats et autres) afin qu'ils plaident en faveur de Glass-Steagall auprès de leurs représentants nationaux. Certaines personnalités importantes du domaine de la finance ont aussi apporté leur appui à Glass-Steagall, notamment l'ancien gouverneur de la Réserve fédérale du Kansas Thomas Hoenig, aujourd'hui vice-président de la Federal Deposit Insurance Corporation, le gouverneur de la Réserve fédérale de Dallas, Richard Fisher, et l'ancien président de Citigroup, Sanford Weill, qui a publiquement déclaré en juillet

2012 qu'un retour à Glass-Steagall était nécessaire, même s'il reconnaissait avoir joué un rôle déterminant dans son abrogation en 1999.

Au Royaume-Uni, un groupe de financiers de haut niveau a pris position contre les propositions de réforme de la Commission Vickers. Il demande que soit adoptée une séparation beaucoup plus étanche entre les activités d'investissement et les activités de dépôt et se réfère explicitement au Glass-Steagall Act. Un éditorial publié dans le Financial Times du 4 juillet 2012 avait lancé le mouvement. Ce même Financial Times revenait à la charge le 27 décembre en rapportant les résultats surprenants d'un sondage effectué par la firme Ipsos Mori auprès des parlementaires à la fin 2012, montrant que plus de 60 % d'entre eux, tous partis confondus, « soutiendraient une séparation complète au sein des banques britanniques, modelée sur la réforme Glass-Steagall mise en œuvre au cours des années 1930 aux Etats-Unis ». Cette réforme recueillerait l'assentiment de 66 % des députés conservateurs et 60 % des travaillistes.

Mais le plus dur coup contre ce système financier impérial est survenu à la fin de janvier 2013, quand George Osborne, le chancelier de l'échiquier britannique, lors d'un discours aux locaux de la banque d'investissement américaine J.P.Morgan à Bournemouth dans le sud de l'Angleterre, a annoncé qu'il allait introduire une loi permettant d'« électrifier » la clôture qui sépare, sous un même toit, les activités normales de la banque et les opérations hautement spéculatives. Bien que cela ne représente pas une loi Glass-Steagall pure et dure, Osborne s'est fait menaçant en déclarant : « Mon message aux banques est clair : si une banque enfreint les règles, les régulateurs du Trésor auront [le pouvoir de démanteler complètement, de séparer complètement \[ses activités\], pas seulement de les isoler](#). Pour utiliser le jargon, nous électrifions la ligne de séparation ».

En France, où la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 2002 a été la seule à engager un débat avec la population sur la séparation bancaire, sous le thème de (« couper les banques en deux »), Solidarité et Progrès a fourni à l'ensemble des parlementaires une solide documentation sur le véritable Glass-Steagall, à l'opposé du projet de réforme très dilué qui est débattu dans les deux chambres du Parlement. Si pour l'instant, aucune proposition de loi alternative à la réforme Moscovici n'a été déposée, l'Appel à un Glass-Steagall global global, intitulé par Helga-Zepp Larouche du parti Bueso en Allemagne, a été signé par plus de 250 élus et 17 économistes :

Par ailleurs, un ensemble d'associations a lancé une pétition monadversairecestlafinance.fr signée par plus de 25 000 citoyens en quelques semaines.

Et En Italie, quatre propositions de loi Glass-Steagall ont été déposées au Parlement italien en 2012, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat. Ces propositions devront être réintroduites après l'élection générale des 24 et 25 février, ce qui est assez probable étant donné que l'un des candidats, l'ancien ministre de l'Economie Giulio Tremonti, qui avait introduit l'une des

propositions, a mis au centre de sa campagne le rétablissement du Glass-Steagall Act et de la création d'une banque nationale pour l'émission de crédit productif.

Fin janvier, le scandale national autour des pertes et du renflouement de la banque Monte dei Paschi, la plus vieille banque du monde, a propulsé la séparation bancaire au plus haut du débat électoral.

D'autres nations comme l'Islande, la Suède et la Suisse ont aussi déposé des projets de loi, et le Canada doit faire de même, non pas par simple solidarité, mais par nécessité. En effet, le système bancaire canadien n'échappe pas à la crise financière, même qu'en avril 2012, un rapport du Centre Canadien de politiques alternatives publia une analyse conçue par l'économiste David MacDonald, stipulant que, depuis 2009, le gouvernement Canadien, par l'intermédiaire de différentes agences, a renfloué les banques canadiennes par plus de 114 milliards de dollars, une somme 10 fois plus élevés que celle du renflouement financier de l'industrie automobile. Et bien que certains dans le secteur bancaire disputent ce fait, tout le monde, ou presque, s'entend pour dire que si rien n'est fait pour contrôler une bulle immobilière atteignant près de mille milliards de dollars, et une dettes des foyers canadiens qui a atteint de nouveaux sommets en 2012, un scénario chaotique comme celui en Europe fera son arrivée au Canada. Cette crise canadienne a même amené l'agence de notation Standard and Poors' à dévaluer six de nos banques, ce qui ne peut qu'aggraver la situation. C'est pourquoi, il est indispensable que le Gouvernement canadien rétablisse la protection Glass-Steagall, un retour au 4 piliers du système bancaire canadien.

Rendez-vous sur comiterepubliquecanada.ca et endossez l'Appel pour un Glass-Steagall Global. De plus, faites parvenir à votre député fédéral et toute personne concernée une copie de cet appel, ainsi que le Bulletin du CRC intitulé : pour une relance de l'économie physique : un système Glass-Steagall, une banque nationale, NAWAPA et autres grands projets. Contacter les membres du CRC au numéro de téléphone suivant pour prendre part à la mobilisation, donner une contribution financière, afin de mettre la réforme Glass-Steagall sur toutes les lèvres, et s'assurer que le gouvernement entame les démarches nécessaires afin de faire de cette loi une réalité.

Car oui, les choses changeront en 2013, mais la question demeure: Le système impérial britannique nous entraînera-t-il dans sa chute, ou serons-nous faire preuve de cran en changeant la règle du jeu? C'est à vous d'en décider.